

## La teneur des négociations inter Burundais est pour l'instant floue

RFI, 16-07-2015 Burundi : des négociations sous conditions pour Pierre Nkurunziza De nouvelles négociations doivent en principe commencer ce jeudi 16 juillet au Burundi. Elles ont été annoncées par le président ougandais Yoweri Museveni, le médiateur désigné par les Etats de la Communauté est-africaine. Il ne sera pas présent, mais il a désigné son ministre de la Défense. Ce dernier est arrivé en début d'après-midi. Ces négociations, officiellement, sont sans tabous. Mais elles semblent difficilement appréciables et leurs teneurs restent vagues.

La teneur des négociations est pour l'instant floue. Probablement pour que tout le monde accepte de se mettre autour de la table. Lors d'une conférence de presse, le président ougandais a répondu à aucune question technique. Dès le début de son allocution, il a prévenu : « Ce dont nous avons parlé est très sérieux, ce n'est pas seulement pour les journaux, c'est pour l'avenir du Burundi. Donc, désolé si je ne rentre pas dans les détails. Je vais juste vous donner deux points. Le point numéro 1 : le parti au pouvoir, l'opposition et la société civile se sont mis d'accord pour négocier intensivement, de manière continue et le plus rapidement possible pour parvenir à un accord. » Le président Museveni parle de « négociations » et c'est une première. Jusqu'ici, le terme employé et toujours d'ailleurs par le camp présidentiel est celui de « dialogue ». Pour le chef de l'Etat ougandais, ce n'est pas une question de terminologie, cela signifie que tous les sujets sont sur la table. Mais pour le président du parti au pouvoir, Pascal Nyabenda, la présidentielle de mardi prochain n'est pas négociable : « Je pense que même dans son obédience n'y avait pas le fait d'arrêter le processus électoral. Il y a un décret qui a été signé par le chef de l'Etat, fût-ce à l'élection et cela devra être respecté. » Pour l'opposition, il n'y a pas de sujets tabous, c'est ce que René Nkundakumana, le président d'une des coalitions de l'opposition, l'ADC : « Nous aussi, nous avons des questions qui ne sont pas négociables, mais nous avons accepté de les mettre sur la table pour les négocier. » « On doit parler de tout » Spécifiquement interrogé sur la nécessité d'un report de la présidentielle, le président Museveni a refusé d'exprimer son avis. Son collègue, le ministre ougandais de la Défense Crispus Kiyonga, est arrivé ce jeudi en début d'après-midi. Va-t-il réussir à rapprocher les points de vue ? Pour le camp présidentiel, le principal sujet de discussion devrait être la composition du gouvernement d'union nationale proposée lors du dernier sommet des chefs d'Etat de la Communauté est-africaine. Toujours selon le camp présidentiel, l'opposition devrait tout simplement entériner le processus électoral en cours. L'opposition et la société civile voudraient quant à elles tout remettre en cause : les législatives, les communales, le troisième mandat, et repartir à zéro en créant des conditions propices pour de nouvelles élections. Mais comme le dit l'ancien président burundais Domitien Ndayizeye, l'important dans les négociations, les commencer : « Avec l'accord des deux parties, le dialogue va commencer. Alors, commençons et voyons ce qui en sortira. » Il n'y a pas de conditions à ce dialogue, affirme-t-il, « on doit parler de tout » et les discussions doivent comprendre les questions du troisième mandat et les élections passées. « Nous nous sommes entendus. En tout cas, au moment où nous nous sommes rencontrés, il n'y avait pas de conditions à ce dialogue. » Alors qu'au Burundi parlait de négociations avec toutes les difficultés évoquées, on annonçait l'extérior du pays la création d'un national de transition, selon France 24. Le président du parti d'opposition MSD Alexis Sinduhije déclare soutenir les généraux putschistes qui ont revendiqué une attaque dans le nord du pays. Plusieurs responsables politiques en exil y participeraient : le vice-président Gervais Ruyikiri, mais aussi l'ex-président de l'Assemblée nationale et l'ancien président du parti au pouvoir, Hussein Radjabu. Tous ont fui le pays récemment. Par Sonia Rolley